

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone - Orléans la Source
Adresse postale : DREAL Centre - UD 45
5 avenue Buffon - CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEREOS FRANCE

Route de Paris
45410 Artenay

Références : 564/2025 - VAT 2025-0560
Code AIOT : 0010001557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté Route de Paris 45410 Artenay. L'inspection a été annoncée le 06/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS FRANCE
- Route de Paris 45410 Artenay
- Code AIOT : 0010001557
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS bénéficie d'une autorisation d'exploitée pour son site d'Artenay accordée par arrêté préfectoral du 21 juin 2013. Diverses modifications sont intervenues, depuis 2017, rendant nécessaire la prise de nouveaux actes, dont le dernier, en date du 4 septembre 2020, qui met à jour la situation administrative de l'établissement.

L'établissement est classé Seveso seuil bas, par dépassement direct au titre de la rubrique 4755 (dépôt d'alcool de bouche).

Il relève également de la directive dite IED au titre des rubriques 3110 (combustion), 3310 (four à chaux) et 3642 (produits alimentaires ou aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales) de la nomenclature.

Une douzaine d'installations, relevant du régime d'autorisation ou d'enregistrement, sont exploitées sur le site d'Artenay et sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2020.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AN25 Travaux et points chauds
- Équipement sous pression
- Risque incendie
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Gestion des suites de l'incident du 21/04/2023	Code de l'environnement du 27/02/2024, article R. 512-69	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Permis feu	Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
22	Moyens de lutte contre l'incendie 1 - stockage de sucre conditionné	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 de l'annexe II	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport incident	Code de l'environnement du 06/02/2024, article R. 512-69 et art.3 de l'APMU du 07/02/2024	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Prélèvements dans l'environnement	AP de Mesures d'Urgence du 07/02/2024, article Art. 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Mesures dans les eaux d'extinction incendie	AP de Mesures d'Urgence du 07/02/2024, article Art. 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Travaux par points chaud-Permis de feu	AP Complémentaire du 04/09/2020, article Art. 7.4.6 et 74.6.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Gestion des eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 04/09/2020, article Art. 7.10.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Plan d'opération interne	AP Complémentaire du 04/09/2020, article Art. 7.9.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Plan d'opération interne – site SEVESO	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 6.III	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Prévention des risques d'explosion et d'incendie – Silos de sucre	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art. 15	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
11	Prévention des risques d'explosion et d'incendie – Silos de pellets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 26.IV	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
12	Analyse de	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	risque	du 04/09/2020, article Art. 7.4.1	d'action corrective	
13	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
15	Permis feu/permis de travail-contenu	Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.6.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
16	Dispositions générales_NC_PdC2_VI_21/06/2023	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
17	Tuyauteries de matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
18	Mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
19	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
20	Déchets - anciens GRV d'émulseurs	Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 5.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
21	Système d'extinction automatique incendie - stockage de sucre conditionné	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 de l'annexe II	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
23	Surveillance et détection des zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.5.5	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/02/2024, article R. 512-69 et art.3 de l'APMU du 07/02/2024
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport incident
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 06/03/2024
Prescription contrôlée : <p>Art. R. 512-69 L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>art.3 de l'APMU du 07/02/2024 En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, une fiche «incident» et un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ils comportent, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none">• les circonstances et la chronologie de l'événement;• l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement);• les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme;• la fiche «accident» transmis par l'inspection des installations classées sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

Constats :

Demande visite du 06/02/2024 : Le rapport incident établi par l'exploitant présentant les causes profondes de l'incendie et les mesures à prendre ou à envisager, prises ou envisagées, pour éviter un accident similaire, doit être transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant a transmis le rapport accident par courriel du 19/02/2024.

Ce rapport incident mentionne notamment des mesures d'enseignement et d'améliorations de la sécurité suivantes :

1.1 Améliorer le module de formation Permis de Feu pour la fonction donneur d'ordre, en intégrant le cas spécifique des packings de TAR et renforçant l'importance de la proximité des moyens d'extinction.

Délai 01/03/24

La formation a été mise à jour. L'exploitant a présenté le module.

A noter que depuis cette refonte de la formation sur les permis feu, TEREOS GROUPE a révisé le formalisme du permis-feu selon un standard sécurité. Cf PdC n°12

1.2 Reformuler avec ce module de formation, la totalité de nos donneurs d'ordre.

Délai 15/03/24

La totalité des donneurs d'ordre ont été reformés selon ce nouveau module de formation.

1.3 Rendre visible le risque in situ sur toutes les TAR du site : « Présence de packing combustible, Si point chaud = Permis de feu obligatoire en intégrant ce risque ».

Délai 23/02/24

Le module de formation révisé inclus les risques liés aux casings et packings combustibles des Tours AéroRéfrigérées (TAR).

2.1 Améliorer le support de Permis de Feu : préciser l'emplacement des moyens de protection

Délai 01/04/24

Le nouveau format du permis feu inclut bien l'emplacement des moyens de protection.

3.1 Mettre en place un plan d'audit spécifique des permis de feu pour tout le site.

Délai 23/02/24

L'exploitant réalise des audits de permis feu et de permis de travail.

Il a présenté le tableau de suivi des audits. Ce tableau de suivi mentionne les observations et les actions si des non-conformités sont constatées.

Ex : 28/11/2025 - ronde faite mais non renseignée sur le permis feu.

L'exploitant a donc mis en place les mesures correctives tirées du retour d'expérience de l'incendie des anciennes TAR.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvements dans l'environnement

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 07/02/2024, article Art. 2

Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements dans l'environnement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 12/03/2024

Prescription contrôlée :

I - L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes :

[...]

• réalisation de prélèvements conservatoires dans l'environnement sur site et hors site des différentes matrices suivantes :

• sol : sauf impossibilité technique dûment justifiée, des prélèvements de sol sont réalisés au plus près du foyer de l'incendie, de la zone de ruissellement des eaux d'extinction au niveau du local émulseur et à distance croissante sous le panache de fumées d'incendie ;

• eaux d'extinction : prélèvements dans la fosse n°4 avant élimination ;

• autres matrices : des prélèvements de végétaux, dans les champs environnants et sous le panache de fumée ;

Le plan de prélèvement prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées).

Les paramètres recherchés portent sur les produits de décomposition / de dégradation susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement compte-tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans le sinistre et des conditions de développement de l'accident qui ont pu être observées. A minima sont recherchés :

Matrice air : Métaux (a minima : As, Pb, Cr, V, Ba, Ni), screening, composés organiques volatils (COV), H₂SO₄, HAP, BTEX

Matrices sols, végétaux : Métaux (a minima : As, Pb, Cr, V, Ba, Ni), HAP

<p>Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l'air extérieur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Demande visite du 06/02/2024 : L'exploitant doit transmettre les résultats des mesures de prélèvements dans l'environnement concernant les matrices air, sol et végétaux.</p> <p>L'exploitant a transmis la dernière version du rapport des prélèvements environnementaux établi par la société EVADIES, par courriel du 07/03/2024.</p> <p>Cette étude conclut que les prélèvements ne présentent pas d'anomalie quelque soit la matrice analysée.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Mesures dans les eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 07/02/2024, article Art. 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures dans les eaux d'extinction incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 12/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux d'extinction doivent faire l'objet d'analyses en fonction des substances pertinentes identifiées à l'article 2.</p> <p>Sont a minima recherchés dans ces eaux d'extinction les composés suivants : Métaux (a minima : As, Pb, Cr, V, Ba, Ni), HAP, les per- et polyfluoroalkylées, a minima ceux visés au point 2° de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 susvisé.</p> <p>L'exploitant fournit un examen de l'acceptabilité du rejet de ces eaux d'extinction vers les eaux superficielles voisines ou vers le réseau d'assainissement.</p>
<p>Constats :</p>

Demande visite du 06/02/2024: L'exploitant doit transmettre les résultats des mesures dans les eaux d'extinction incendie.

L'exploitant a transmis la dernière version du rapport des prélèvements environnementaux incluant l'analyse des eaux d'extinction incendie par courriel du 07/03/2024.

Cette étude conclut que les mesures sur les eaux d'extinction incendie sont conformes aux valeurs limites pour la qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine lorsqu'elles existent.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux par points chaud-Permis de feu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article Art. 7.4.6 et 74.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/03/2024

Prescription contrôlée :

Art. 7.4.6

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis d'intervention et éventuellement d'un permis de feu et en respectent une consigne particulière.

Le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Art. 7.4.6.1

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en oeuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

[...]

Constats :

Ecart visite du 06/02/2024 : L'analyse de risque et le permis feu ne mentionnent pas le risque lié à l'utilisation d'un chalumeau en présence de matières combustibles présentes dans la TAR, et l'absence de mise en place de bâche ignifugée entre les travaux au chalumeau et les éléments combustibles en plastique de la TAR.

Conformément au PdC n°1, l'exploitant a mis en place des mesures correctives à la suite de l'incendie des anciennes TAR.

Le format du permis a été révisé au niveau de TEREOS GROUP.

L'écart de la visite précédente du 06/02/2024 est donc levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article Art. 7.10.1

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/02/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 13/03/2024

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés aux bassins de stockage des effluents et aux deux bassins d'orage.

L'exploitant veille à maintenir en permanence un volume suffisant pour accueillir, le cas échéant, ces eaux polluées. Les organes de commande nécessaires à cette opération doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Les effluents doivent respecter les normes rappelées à l'Article 4.3.6. du présent arrêté ou, en accord avec l'inspection des installations classées, être évacués vers les bassins de lagunage. A défaut, ils doivent être traités conformément au titre 5 du présent arrêté.

Constats :

Demande visite du 06/02/2024 : L'exploitant doit estimer et justifier le volume d'eaux d'extinction incendie mis en œuvre et justifier le volume d'eau pompé de la fosse 4 vers les cuves disponibles. L'exploitant doit préciser l'exutoire retenu pour les eaux d'extinction incendie, après analyse de leurs qualités.

Dans le rapport incident, l'exploitant indique qu'il a été pompé 111 m³ d'eau dans la fosse 4 et mis en stockage le temps des analyses des eaux d'extinction.

Compte tenu de l'absence de polluants mesurés dans ces eaux, l'exploitant a indiqué que les eaux d'extinction ont été rejetées dans les bassins de lagunage, à compter du 15/04/2024.

Aussi, la demande est satisfaite.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des suites de l'incident du 21/04/2023

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/02/2024, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Incident de la canalisation collectant les effluents de la distillerie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 17/07/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Demande visite du 27/02/2024 :

L'exploitant transmettra :

- les justificatifs de remplacement de la canalisation des effluents issus de la distillerie,
- les éléments techniques de la nouvelle canalisation,
- les justificatifs de mise en place de l'échangeur.

L'exploitant devait transmettre les éléments suivants à la suite de l'incident de la canalisation collectant les effluents de la distillerie survenu le 21/04/2023 :

- les justificatifs de remplacement de la canalisation des effluents issus de la distillerie,
- les éléments techniques de la nouvelle canalisation,
- les justificatifs de mise en place de l'échangeur.

Réponse de l'exploitant du 13/06/2024 :

Les travaux de remplacement de la canalisation des effluents issus de la distillerie ont démarré le 10 juin 2024.

Vous trouverez en :

ANNEXE 1A : une attestation du fournisseur, confirmant la bonne tenue des matériaux utilisée aux pH, aux pressions et aux températures.

ANNEXE 1B : les caractéristiques techniques des matériaux utilisés.

ANNEXE 1C : la copie d'écran de la commande passée à l'entreprise Saunier TP, le 30 avril 2024. Ces travaux ont pour but le remplacement complet de la canalisation des effluents de distillerie du décanteur jusqu'à la digue des bassins de Dambron pour faire la connexion avec les canalisations déjà remplacées en juillet et août 2023.

Concernant l'échangeur à la P42 :

Vous trouverez en :

ANNEXE 1D : une copie d'écran de notre engagement pour une enveloppe de 40k€ sur le projet :

<p>Mise en place de l'échangeur P42, ainsi qu'un descriptif technique de la solution envisagée à ce jour. L'installation de cet échangeur se fera durant la campagne 2024.</p> <p>Les éléments transmis mentionne que la nouvelle « la canalisation polyéthylène PE100RT EAUX BRUTES, SDR17, [...] résiste à des pH de 1 à 14 et peut fonctionner à une pression de 5 bar à 65°C, avec des pics temporaires de quelques minutes à 80°C, sur une durée de plus de 50ans. »</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le PV de réception du 15/01/2025 pour la mise en place de l'échangeur au niveau de la fosse P42.</p> <p>L'exploitant doit rechercher le PV de réception des travaux de la mise en place de la nouvelle canalisation.</p> <p>La demande de la visite précédente n'est que partiellement satisfaite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Plan d'opération interne

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article Art. 7.9.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan de secours spécifique par le Préfet du Loiret. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI.</p> <p>Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et, le cas échéant, au plan de secours spécifique approuvé par le préfet du Loiret.</p> <p>Le POI définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place des postes de</p>

commandement (bureaux administratifs et centre de réception betteraves) et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Chaque poste de commandement dispose d'un exemplaire du POI, de l'inventaire des stocks d'alcools et d'engrais et un descriptif de l'affectation des bacs. Cet inventaire est mis à jour chaque jour ouvré après les transferts de liquides en fin de journée.

L'exploitant tient à jour dans son POI, la liste des moyens de protection incendie privés externes aux sites dont il s'est assuré la disponibilité, en précisant les modalités et les délais de mise à disposition sur le site. Il précise les conditions d'appel et le rôle des renforts devant intervenir dans le cadre d'accord d'aide mutuelle.

L'exploitant met en place un système d'astreinte afin d'assurer la présence d'agents qualifiés de l'entreprise dans des délais cohérents avec le POI.

Le POI est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés, dans l'étude de dangers.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Un permanent technique est joignable en toute circonstance, il doit se rendre immédiatement sur le site après avoir été appelé. Ce permanent technique peut en fonction de l'importance de la situation appeler tout ou partie de l'équipe d'astreinte, les secours ou le directeur des secours.

[...]

Le POI est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Le POI et les modifications notables successives sont transmis au Préfet, à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours. Le Préfet peut demander à l'exploitant la modification du POI.

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le POI. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois par an, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le

compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Demande visite du 27/02/2024 : L'exploitant doit justifier que les poteaux incendie surpressés sont utilisables en toutes circonstances, par les services de secours et d'incendie (réducteurs de pression à demeure ou en possession du SDIS).</p> <p>Réponse de l'exploitant du 13/06/2024 :</p> <p><i>Vous trouverez :</i></p> <p><i>En ANNEXE 3A : les caractéristiques techniques des régulateurs de pression commandés.</i></p> <p><i>En ANNEXE 3B : la commande d'achat pour 4 régulateurs de pression.</i></p> <p><i>En ANNEXE 3C : l'intégration dans notre POI</i></p> <p><i>Deux de ces régulateurs de pression seront à disposition du SDIS 45 au poste de garde, et deux seront positionnés sur nos camions de pompier interne. Ces éléments ont été précisés dans la dernière révision de notre POI.</i></p> <p>L'inspection prend note des éléments transmis et n'a pas de remarque.</p> <p>Demande satisfaite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan d'opération interne – site SEVESO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI – site SEVESO
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Annexe V</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette</p>

situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023 ;

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

Ecart visite du 27/02/2024 : Le POI est incomplet. Il ne mentionne ni les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux et portant sur les substances toxiques et les types de produits de décomposition, ni les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Réponse de l'exploitant du 13/06/2024 :

Vous trouverez en ANNEXE 4, un extrait des modifications apportées de notre POI que nous vous adresserons par courrier séparé :

Les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux.

Les moyens et les méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

L'inspection prend note de la mise à jour sur POI.

L'écart de la visite précédente du 27/02/2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 6.III

Thème(s) : Situation administrative, Liste ESP

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Ecart visite précédente du 27/02/2024 : La liste des équipements sous pression est incomplète et présente des informations erronées.

Réponse de l'exploitant du 13/06/2024 :

Le fichier de suivi de nos ESP a été mis à jour.

Nous avons fait apparaître : les pressions maxi de service.

Le régime de surveillance « plan d'inspection » a été rajouté, notamment pour notre climatiseur du T25 de la distillerie.

Les équipements sont bien protégés par des accessoires de sécurité dont la pression est en adéquation avec la pression de service (PS). La date du dernier certificat pour ces accessoires figure sur la dernière colonne du document.

Vous trouverez en ANNEXE 7, la mise à jour de la liste des équipements sous pression.

L'inspection prend note de la liste des ESP mise à jour à la date du 13/06/2024 et n'a pas de remarque.

L'écart de la visite précédente du 27/02/2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie – Silos de sucre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art. 15
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de dépoussiérage et de détection de dysfonctionnement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ecart visite du 27/02/2024 : L'exploitant ne justifie pas du caractère non propagateur de la flamme des bandes installées sur les transporteurs des silos sucre.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 13/06/2024 :</u> Vous trouverez : En ANNEXE 9A, notre suivi du remplacement des bandes pour les silos sucre. En ANNEXE 9B, les certificats de conformité pour les bandes utilisées ESBELT en 2022 pour le remplacement des tapis : 6,1 ; 6,3 ; 4,1 3,5. En ANNEXE 9C, les certificats de traçabilité pour les bandes 4,1 et 6,2 changées par l'entreprise NETCO en 2023. En ANNEXE 9D, la fiche technique des bandes ESBELT utilisées dans la zone sucre. En ANNEXE 9E, les commandes passées en 2022 et 2023, avec les postes concernant ce point de contrôle.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque sur les éléments transmis. L'écart de la visite précédente du 27/02/2024 est levé.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie – Silos de pellets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 26.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de dépoussiérage et de détection de dysfonctionnement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A. «[...] Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.</p> <p>Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations d'aspiration qui y sont connectées : ces équipements ne démarrent que si les systèmes d'aspiration fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>B. Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.</p> <p>Les bandes de transporteurs sont non propagatrices de flammes. Elles respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005 ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008 et NF EN 12881-2, version juin 2008.</p> <p>[...]</p> <p>Les gaines d'élévateur sont munies de regards ou de trappes de visite. Ces derniers ne peuvent être ouverts que par du personnel qualifié.</p> <p>C. Les transporteurs à chaînes installés en galerie sous-cellules sont étanches et aspirés.»</p>
<p>Constats :</p> <p>Ecart visite du 27/02/2024 : L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les justificatifs relatifs à la conformité des autres bandes installées dans les silos pellets, et de justifier du bénéfice de l'antériorité de ces mêmes bandes à la date de parution de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 13/06/2024 :</u></p>

Nous vous confirmons que les bandes transporteuses des tapis TBW et TBR2 n'ont pas été changées depuis leur mise en place en 2003.

Nous vous avons adressé une synthèse sur la conformité des équipements dans les silos du site d'Artenay le 2 novembre 2007 suite à une inspection du 2 juillet 2007.

Vous trouverez en ANNEXE 10, le tableau de conformité relatif aux silos 91/99.

L'inspection prend note que les bandes transporteuses installées dans les silos 91/99 sont celles d'origine et qu'elles sont non propagatrices de la flamme.

L'écart de la visite précédente du 27/02/2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Analyse de risque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024

Prescription contrôlée :

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les bilans relatifs à la gestion du retour d'expérience.

Sans préjudice des procédures prévues par le code de l'environnement, les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités, tout fonctionnement en marche dégradée prévisible ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, font l'objet d'une analyse de risque préalable et sont assurées en présence d'un encadrement approprié.

La mise en service d'unités nouvelles ou modifiées est précédée d'une réception des travaux

attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

Constats :

Ecart visite du 27/02/2024 : Les analyses de risques effectuées dans le cadre des travaux de démolition des anciennes TAR et du permis feu LDU00902 sont insuffisantes.

Réponse de l'exploitant du 13/06/2024 :

Vous trouverez :

En ANNEXE 11A, notre module de formation révisé sur les travaux par points chauds et permis de feu. Cette révision intègre :

- *Les risques et des exemples de matériaux combustibles*
- *Quelques illustrations par des vidéos*
- *L'explication des modes de propagation*
- *Des retours d'expérience pour illustrer ces modes de propagation*
- *Le rôle du surveillant permanent*
- *Explicitement que la validation du permis se fait sur le lieu de réalisation du point chaud*

En ANNEXE 11B, un exemple complété de notre questionnaire de validation révisé suite à ce nouveau module de formation.

En ANNEXE 11C, les attestations de formation interne à ce module.

L'inspection prend note la présentation révisée pour la formation sur les travaux par points chauds et permis de feu ainsi que les attestations de formations de ce module de formation dispensé les 19/03, 02/04 et 22/05/2024.

L'inspection n'a pas de remarque et **l'écart de la visite précédente du 27/02/2024 est levé.**

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le format et les modalités de remplissage des permis feu ont été révisés selon les standards TEREOS GROUPE.

En effet, le permis feu vierge présenté mentionne :

- une classification du travail par point chaud. Cette classification classe du mode 0 (ex : oxycoupage au chalumeau) au mode 3 (ex : visseuse/boulonneuse/clé à choc) selon l'énergie apportée par l'outil nécessaire au travail par point chaud,
- une classification des zones des travaux en fonction du risque et d'incendie et d'explosion (zone A : à risque très élevé (ex zone ATEX) à zone D : à risque faible (ex en extérieur à plus de 10 m d'un bâtiment)).

Il en ressort un matrice décisionnelle d'évaluation de la criticité d'un travail par point chaud (par exemple, en mode 0 et zone A, les travaux par points chauds sont interdit sans déclassement préalable de la zone).

Chaque case de cette matrice décisionnelle comprend le niveau d'approbation du permis feu, de la durée de la surveillance permanente et de la fréquence des rondes complémentaires ,

Le permis feu comprend toujours :

- l'analyse des risques liées à l'intervention,
- l'analyse des risques liés à l'environnement de travail :
- dangers liés à la zone,
- moyens de protection et de prévention,
- les enregistrements de rondes et d'autorisation de prolongation des travaux.

Ce nouveau format est en place depuis le début de la campagne 2025.

L'exploitant est en train de rechercher une solution, au moment de l'intercampagne, pour les rondes en dehors des heures ouvrées. La piste étudiée est la désignation de personnes dédiées aux rondes en intercampagne.

Ce nouveau format est aussi une volonté de responsabiliser les équipes sur les permis feu et permis de travail par point chaud.

L'inspection n'a pas de remarque sur ce nouveau format de permis feu.

L'inspection a également examiné des permis feu complétés.

1) Permis feu n°107 du 16/11/2025 pour des travaux de soudure sur une fissure du ballon D8.

La classification du travail par point chaud est classé en mode 1 et la zone de travaux est classé en zone B.

Aussi l'approbation est du niveau d'un membre de l'équipe exploitant ou propriétaire de la zone de la zone de travaux (ici la distillerie).

L'analyse de risque de l'environnement et des moyens de protection et prévention a été correctement réalisé.

La surveillance permanente post travaux et la fréquence des rondes complémentaires sont correctement définies (pendant 1 h puis toutes les heures pendant 3 heures).

Enfin, le permis feu mentionne les rondes réalisées.

Pas de remarque de l'inspection.

2) Permis feu n°202 du 27/10/2025 pour des travaux de découpe d'acier à la meuleuse au niveau de la chaufferie.

La classification du travail par point chaud est classé en mode 1 et la zone de travaux est classé en zone C.

Aussi l'approbation est du niveau d'un membre de l'équipe exploitant ou propriétaire de la zone de la zone de travaux (ici la chaufferie).

L'analyse de risque de l'environnement et des moyens de protection et prévention a été correctement réalisé.

La surveillance permanente post travaux et la fréquence des rondes complémentaires sont correctement définies (pendant 30 min puis toutes les heures pendant 2 heures).

Enfin, le permis feu mentionne les rondes réalisées. **La ronde complémentaire à 2h n'a pas été réalisée/reportée et ce, pour les 2 jours de la durée du chantier avec travail par point chaud. Ecart Cf PdC n°14**

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.</p> <p>Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• toutes les informations utiles sur les produits manipulés,• les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,• des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,• un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,• une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.
<p>Constats :</p> <p>Ecart visite du 27/02/2024 : Les surveillants travaux et post-travaux ne reçoivent pas une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention compte tenu du fait que ce personnel en charge de la surveillance travaux par points chauds n'est formé ni au rôle de surveillant travaux par points chauds ni à la manipulation des RIA.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 13/06/2024 :</u></p> <p><i>Vous trouverez :</i></p> <p><i>En ANNEXE 12A, notre module de formation à destination des intervenants et surveillants pour les travaux par points chauds et permis de feu.</i></p> <p><i>En ANNEXE 12B, les attestations de formation interne à ce module.</i></p> <p><i>A savoir que tous nos salariés sont formés à la manipulation des extincteurs.</i></p>

L'inspection prend note la présentation révisée pour la formation sur les travaux par points chauds et permis de feu pour les intervenant et surveillant ainsi que les attestations de formations de ce module de formation dispensé les 27/05 et 03/06/2024.
L'inspection n'a pas de remarque et **l'écart de la visite précédente du 27/02/2024 est levé.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.6

Thème(s) : Risques accidentels, Permis feu

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024

Prescription contrôlée :

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis d'intervention et éventuellement d'un permis de feu et en respectent une consigne particulière.

Le permis d'intervention et éventuellement le < permis de feu = et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Constats :

Ecart visite du 27/02/2024 : Les consignes particulières relatives aux rondes post travaux mentionnées dans les permis feu LDU00904, LDU00681, LDU00902, LDU00686 et GTA736 ne sont pas respectées.

Réponse de l'exploitant du 13/06/2024 :

En plus des actions menées et liées aux points de contrôle N°11 et N°12, nous avons également resensibilisé nos agents de sécurité à notre procédure pour la surveillance post travaux (ronde des 2h). A savoir que tous les agents de sécurité sont formés SSIAP.

Vous trouverez en ANNEXE 13A, une copie d'écran des dernières validations de nos agents.

Nous avons également renforcé nos audits du respect de notre procédure interne permis de feu.

L'inspection prend note des éléments transmis.

L'écart de la visite précédente est levé.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le nouveau format des permis feu révisé au standard TEREOS GROUPE.

L'inspection a examiné des permis feu nouvelle formule. Cf PdC n°12

Pour rappel, le permis feu n°202 du 27/10/2025 pour des travaux de découpe d'acier à la meuleuse au niveau de la chaufferie.

La classification du travail par point chaud est classé en mode 1 et la zone de travaux est classé en zone C.

Aussi l'approbation est du niveau d'un membre de l'équipe exploitant ou propriétaire de la zone de la zone de travaux (ici la chaufferie).

L'analyse de risque de l'environnement et des moyens de protection et prévention a été correctement réalisé.

La surveillance permanente post travaux et la fréquence des rondes complémentaires sont correctement définies (pendant 30 min puis toutes les heures pendant 2 heures).

Enfin, le permis feu mentionne les rondes réalisées.**La ronde complémentaire à 2h n'a pas été réalisée/reportée et ce, pour les 2 jours de la durée du chantier avec travail par points chauds.**

L'exploitant doit porter une vigilance particulière quant au respect des rondes prévues selon les critères définis dans son modèle de permis feu.

L'écart de la visite précédente est maintenu et reformulé comme suit :

Les consignes particulières relatives aux rondes post travaux mentionnées dans le permis feu N°202 du 27/10/2025 ne sont pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Permis feu/permis de travail-contenu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.4.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du permis feu /permis de travail

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024

Prescription contrôlée :

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en oeuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

Lorsque la sécurité ne peut plus être assurée (démantèlement des protections incendies, montée en puissance des travaux, occupation anormale des aires de circulation et de manutention) l'activité d'exploitation doit cesser dans la partie du site concerné.

Constats :

Ecart visite du 27/02/2024 : L'exploitant ne justifie pas que l'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation et des critères de révocation.

Réponse de l'exploitant du 13/06/2024 :

Vous trouverez :

En ANNEXE 14A : la procédure actuelle GPUR-PR-004 qui mentionne que le fournisseur peut-être delisté en cas de NC (voir chap. 5.4)

En ANNEXE 14B : la procédure actuelle GPUR-GU-Supplier NC management qui détaille les différents types de NC (voir chapitre 3)

L'inspection n'a pas de remarque sur les éléments transmis.

L'écart de la visite précédente du 27/02/2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Dispositions générales_NC_PdC2_VI_21/06/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et des travaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025

Prescription contrôlée :

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

Constats :

Ecart visite du 12/12/2024 : Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage ne sont pas des moteurs à axes déportés. Ils ne font pas l'objet d'une vérification annuelle de bon fonctionnement et de leurs fixations de façon à s'assurer de leur bonne résistante (écrous freins...) pour éviter toute chute à l'intérieur des cellules. Il a été constaté la présence de 2 câbles au niveau d'une même entrée sur une boîte de raccordements électriques située en galerie sur cellules.

Réponse de l'exploitant du 07/04/2025 :

Dans le guide de l'état de l'art sur les silos, nous retrouvons le paragraphe qui suit : « En particulier concernant les moteurs d'extracteurs d'air des cellules de stockage, ceux-ci doivent être impérativement répertoriés dans la liste des équipements vérifiés annuellement par l'organisme de contrôle et dépoussiérés régulièrement pour éviter toute chute de poussières enflammées à l'intérieur des silos, voire si possible déplacés et placés à l'extérieur des cellules. ».

Nous avons donc intégré dans notre GMAO (logiciel interne Carl), la vérification annuelle des fixations ainsi que son nettoyage.

Pour l'année 2025, vous trouverez en :

- ANNEXE 1 : le devis signé
- ANNEXE 2 : la commande

La société DEKRA interviendra le 2/04/2025. Nous vous transmettons le CR de leur passage dans les plus brefs délais après leur passage.

En parallèle, nous étudions la mise en place d'un câble de sécurité en cas de défaillance des fixations.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le compte rendu d'intervention de vérification des fixations des extracteurs d'air des silos n° 84 et 87 réalisée par DEKRA le 11/04/2025.

Cet avis mentionne

- pour le silo n°84 : Les désordres relevés sont les suivants :

- Accumulation importante de dépôts de matière, susceptible d'entraîner la corrosion des fixations,
- Dégradation des éléments métalliques, avec présence de corrosion perforante au niveau de la couronne périphérique,
- Phénomènes de poinçonnement observés au droit des fixations,
- Absence de certaines fixations.

Ces constats traduisent un état de dégradation avancé des systèmes de fixation des extracteurs d'air du silo n°84, susceptible de compromettre leur tenue mécanique ainsi que leur bon fonctionnement.

- pour le silo n°87 : Les désordres observés sont les suivants :

- Présence importante de dépôts de matière pouvant favoriser la corrosion des fixations,
- Absence de certaines fixations.

Ces constats traduisent un début de dégradation, à un stade toutefois moins avancé que celui observé sur le silo n°84. Une intervention préventive est néanmoins recommandée.

A la suite du constat de ces désordres, l'exploitant a procédé à la mise en conformité des fixations le 24/06/2025. Il a présenté la facture de la société THOU INDUSTRIE du 30/06/2025 intitulé « réparation des extracteurs des silos 84 et 87 ».

Enfin, concernant l'étude de mise en place d'un câble de sécurité, l'exploitant a indiqué que cette solution n'est techniquement pas possible. Aussi, il réalise désormais un contrôle préventif 1 fois par an et procède à des travaux en cas de désordres.

Compte tenu de ce qui précède, l'écart de la visite précédente du 12/12/2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Tuyauteries de matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries de matières dangereuses
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.- Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.</p> <p>B.- Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ecart visite du 12/12/2024 : Les tuyauteries de transport d'alcool depuis les bacs de stockage de production journalière vers les bacs de stockage ne font pas l'objet d'entretien et d'examens périodiques, à des fréquences fixées par l'exploitant. Les contrôles réalisés, à ce jour, ne sont pas formalisés dans les consignes existantes.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 07/04/2025 :</u></p> <p><i>Nous vous avons expliqué le jour de l'inspection que les équipes faisaient bien les contrôles visuels des tuyauteries de transport d'alcool lors de leur tournée terrain afin de répondre à la prescription : « les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. »</i></p> <p><i>Ces contrôles visuels sont formalisés chaque mois sur le document que vous trouverez en pièce jointe pour l'année 2025 et l'année 2024 : ANNEXE 4 - Plan de surveillance mensuel des canalisations alcool.</i></p> <p><i>Ces contrôles sont effectués conformément à un programme de surveillance qui avait été défini en 2010. Vous trouverez ce programme et les plans associés en pièces jointes :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• ANNEXE 5 - X1-D3 Programme de surveillance mensuel canalisations alcools et gaz• ANNEXE 5A• ANNEXE 5B

- ANNEXE 5C
- ANNEXE 5D

Vous trouverez également en :

- ANNEXE 6 : copie d'écran de commande
- ANNEXE 7 : facture remplacement tuyauterie

les éléments permettant de justifier la remise en état du tronçon de tuyauterie de flegmes sur lequel avait été identifié un choc en 2024.

De plus, nous travaillons pour remettre en vigueur un programme de contrôle complet, en plus du programme de surveillance, qui intégrera des mesures d'épaisseurs sur des points singuliers comme les coudes, les points hauts et bas, les tés...

Nous nous engageons à mettre en place ce programme de contrôle et de réaliser 25% de celui-ci pour le 30 Mars 2026.

Nous réaliserons chaque année 25% du programme afin de couvrir 100% de ce programme tous les 4 ans.

L'inspection prend note du programme de surveillance mensuel des canalisations alcools et gaz, du plan de surveillance complété et des plans de tuyauteries concernées par la surveillance mensuelle.

L'inspection prend note des justificatifs de remplacement de la tuyauterie de flegmes.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le programme de contrôle est mis en place.

Il a présenté la campagne de contrôle de 2025. Ce programme comprend un suivi avec mesures d'épaisseurs. Les documents présentés mentionnent une mesure d'épaisseur minimale et une épaisseur mesurée pour chaque point. Le suivi est réalisé sur 8 tuyauteries identifiées sur un plan et comprenant 4 points de mesures d'épaisseurs par tuyauterie. L'exploitant a procédé au marquage in situ des zones sur les tuyauteries où est effectué la mesure d'épaisseur.

Il est prévu de reconduire à 100 % le programme de contrôle de ces tuyauteries en 2026.

Un échelonnement sera ensuite réalisé sur les années ultérieures.

L'écart de la visite précédente du 12/12/2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

Constats :

Ecart visite du 12/12/2024 : Le niveau de protection (IP) de cette boîte de raccordements électriques n'est pas correctement assuré.

Réponse de l'exploitant du 07/04/2025 :

La société Eiffage est intervenue courant février et a effectué les travaux. Les travaux ont été réalisés sur cette boîte de raccordements électriques. La société a également vérifié les autres raccordements électriques. Il n'y a pas d'anomalies constatées. Nous sommes en attente de la facture que nous vous transmettons dès réception.

Vous trouverez en ANNEXE 3 : le devis d'Eiffage signé

Lors de la visite, l'exploitant a présenté la facture de la société Eiffage datée du 20/03/2025 pour le remplacement des boîtes de jonction.

Pas de remarque particulière.

L'écart de la visite précédente du 12/12/2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
Constats : <p>Ecart visite du 07/02/2025 : L'exploitant ne communique pas à l'autorité compétente de l'État membre les informations sur la nature et le volume de ses stocks d'émulseurs contenant des PFAS mentionnés à l'annexe I ou à l'annexe II du règlement européen POP (PFOS et PFOA).</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 03/04/2025 :</u> Nous avons notifié par email ce jour le stockage (nature et volume) de nos émulseurs contenant des PFOA mentionnés à l'annexe I / annexe II du règlement européen POP à la DGPR.</p> <p>L'inspection prend note de la déclaration et n'a pas d'observation. L'écart de la visite précédente du 07/02/2025 est levé</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Déchets - anciens GRV d'émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à

l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ecart visite du 07/02/2025 : L'exploitant n'a pas éliminé régulièrement les anciens émulseurs destinés à être éliminés et il stocke des émulseurs considérés comme des déchets depuis plus d'un an (respectivement 17 et 20 ans).</p> <p><u>Réponses de l'exploitant du 26/03 et 15/05/2025 :</u> Les émulseurs non conformes ont été pris en charge par la sté Martin Environnement le 1er avril 2025. Vous trouverez en annexe 2 le bordereau de suivi des déchets ainsi que l'attestation de traitement final par SARP Industries.</p> <p>L'inspection prend note des bordereau de suivi de déchets mentionnant notamment que les émulseurs ont été éliminés (incinération). L'écart de la visite précédente du 07/02/2024 est levé</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Système d'extinction automatique incendie - stockage de sucre conditionné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 14/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Point 13 annexe II [...] En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de</p>

cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

[...]

Norme EN 12845

Le système d'extinction de type sprinkleur doit être vérifié périodiquement par une personne qualifiée au moins une fois par an (voir Annexe Q). Le rapport de contrôle doit évaluer si le système est conforme à la présente norme pour ce qui concerne, sans toutefois s'y limiter, la maintenance, le fonctionnement et l'adéquation vis-à-vis du risque concerné. Une liste des écarts doit être publiée en vue d'une action corrective."

Point 22 annexe II

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

[...]

Constats :

Ecart visite du 07/02/2025 : L'exploitant ne peut pas justifier d'une pression suffisante dans le réseau du système d'extinction incendie.

Réponse de l'exploitant des 26/03/2025 et 12/05/2025 :

Vous trouverez en PJ, le document qui sert à piloter nos essais usine et les remplissages des équipements avant le démarrage de la campagne (Planning Essais Sucrerie). Comme expliqué le jour de l'inspection, sur les remplissages 2024/2025, nous avons rempli le décanteur tardivement suite à des opérations lourdes de maintenance (réfection totale des bras et du fond) par rapport aux années précédentes et le remplissage de celui-ci s'est retrouvé superposé avec les remplissages et essais des ateliers Evaporation et Cristallisation.

Suite à cet évènement, nous avons ajouté un commentaire à destination du responsable d'exploitation sur son fichier de préparation des essais.

De plus, nous allons étudier la faisabilité de mettre une alarme en salle de contrôle sucrerie liée à la pression du réseau d'alimentation des sprinklers qui alertera malgré tout si la pression du réseau chute, afin de l'ajuster immédiatement.

Dans notre mail envoyé le 26/03/2025 nous vous avons expliqué que nous avons ajouté un commentaire à destination du responsable d'exploitation sur son fichier de préparation des essais afin de ne pas superposer les remplissages en eau pour éviter une baisse de pression du réseau incendie. Vous trouverez en annexe 13.1 une note décrivant le fonctionnement des alarmes pression mini (pression mini = 4 bars) mises en place en mars sur le réseau alimentant le sprinklage du conditionnement ainsi que des tests réalisés le 26 mars 2025 pour vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble. Ces alarmes permettront de détecter toutes anomalies de pression et de les traiter via la

même chaine d'alerte que nos alarmes incendies.

L'inspection prend note des procédures et mesures correctives mises en œuvre et n'a pas de remarque particulière.

L'écart de la visite précédente du 07/02/2025 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Moyens de lutte contre l'incendie 1 - stockage de sucre conditionné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 14/05/2025

Prescription contrôlée :

Point 13 annexe II

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours);

[...]

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas

échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures

[...]

Point 22 annexe II

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

[...]

Constats :

Ecart visite du 07/02/2025 : L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les besoins en eau nécessaires déterminés par le document technique D9 (version 2001).

Il doit également vérifier que les besoins en eau issus de la D9 sont disponibles à partir des poteaux incendie par un essai de débit, en simultané.

Réponse de l'exploitant du 12/05/2025 :

Vous trouverez en ANNEXE 14.1 et 14.2 un courrier du SDIS de 2001 qui donne un avis favorable au projet de construction du bâtiment de stockage de sucre en prenant en compte les RIA, la réserve incendie de 3600m³ ainsi que les poteaux EST et OUEST.

Vous trouverez également en ANNEXE 14.3 le document D9 renseigné qui nous donne un débit requis de 240m³/h.

Lors du contrôle réglementaire de nos poteaux incendie qui sera fait au mois de mai nous avons programmé l'essai de débit en simultané. Nous vous transmettrons les résultats.

Réponse de l'exploitant du 04/07/2025 :

Vous trouverez en pièce jointe comme convenu, le rapport du contrôle de nos poteaux incendie effectué au mois de juin avec en page 17 et 18 l'attestation du test fait sur 2 poteaux en simultané. Ce test a été fait sur les poteaux 87 et 85 à chaque extrémité du réseau.

Débit enregistré lors de ce test : 140m³/h sur le poteau 87 à 1b et 84m³/h sur le poteau 85 à 1b avec réducteur.

L'inspection prend note des besoins en eau du magasin de stockage de sucre conditionné.

Les débits en simultané des poteaux incendie n°85 et 87 situés à l'extrémité du réseau alimentés par le forage sont conformes aux débits requis. Cet essai de débit en simultané a été effectué par la société CHUBB le 04/06/2025.

Aussi, les poteaux incendies situés à proximité du magasin de stockage de sucre conditionné semblent disposer également du débit requis.

A noter que les tests de débit unitaires des poteaux incendie, réalisés par la société CHUBB le 04/06/2025, mentionnent notamment pour :

- le poteau n°76 - débit de 90 m³/h à 1 bar,
- le poteau n°83 - débit de 140 m³/h à 1 bar.

Compte tenu de ce qui précède, **l'écart de la visite précédente est levé.**

A noter que les poteaux incendie n°16, 17 et 18 alimentés par le réseau communal n'ont pas le débit requis minimum de 60 m³/h. **L'exploitant doit procéder aux mesures correctives sur ces poteaux pour que les débits soient conformes ou les exclure des moyens de lutte tout en s'assurant que les installations à défendre disposent de moyens de lutte à disposition et opérationnel (distance et débit requis).**

Enfin, le poteau incendie n° 74 alimenté par le réseau du forage n'était pas alimenté en eau le jour des essais.

L'exploitant a indiqué que le poteau 74 est fuyard donc condamné. L'exploitant souhaite sortir ce poteau de sa défense incendie. Sa réparation présente un coût important.

L'exploitant doit justifier que la suppression de ce poteau n'entraîne pas une diminution de l'efficacité des moyens de lutte contre l'incendie. Il devra également modifier le POI pour prendre en compte cette suppression et le condamner physiquement in situ avec un panneautage ou un autre dispositif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 23 : Surveillance et détection des zones de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.5.5

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et détection des zones de dangers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 14/05/2025

Prescription contrôlée :

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs

avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

[...]

Les systèmes de détection d'incendie ou de gaz, imposés dans les prescriptions particulières définies aux titres 8 à 12 du présent arrêté, doivent être conformes aux référentiels en vigueur. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs dans chaque installation, notamment dans l'exploitation des stockages et capacité de produits.

Constats :

Ecart visite du 07/02/2025 : Compte tenu de la présence de détecteurs incendie dans le bâtiment de conditionnement du sucre dont la fiabilité assurée par le fabricant est dépassée depuis 13 ans, l'exploitant ne peut justifier de leur efficacité.

Réponse de l'exploitant du 26/03/2025 :

Vous trouverez en PJ :

Le second rapport de 2023 de la société SIEMENS (Rapport contrôle_PM_20230825) qui atteste que 100% des contrôles des détecteurs a bien été réalisé en date du 22/08/2023.

La documentation technique des détecteurs C line 221 dans lequel vous trouverez le principe de fonctionnement décrivant la notion de redondance en cas de défaillance d'un capteur. Chaque capteur est relié à une centrale et chacune de ces centrales sont reliées à la centrale générale de l'usine.

Réponse de l'exploitant du 12/05/2025 :

Vous trouverez en pièce jointe, en complément du mail envoyé le 26/03/2025 :

- *Les 4 rapports de la société SIEMENS de 2023 et 2024 qui attestent que 100% des contrôles des détecteurs a bien été réalisé (ANNEXES 12.1 à 12.4). Aujourd'hui, nous changeons systématiquement les détecteurs dès lors qu'ils ont été identifiés comme défectueux. Nous n'envisageons pas, pour des raisons de coûts, de changer ces détecteurs dès lors qu'ils ont dépassé l'échéance. Cette échéance est une préconisation du constructeur.*
- *Un devis de la société SIEMENS (ANNEXE 12.5) pour le remplacement intégral de ces détecteurs à titre d'information comme évoqué dans le mail du 26/03/2025.*

L'inspection prend note des éléments transmis.

L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'il n'est pas prévu un remplacement total sur une seule intervention des détecteurs au vu du coût représenté par cette intervention.

Enfin, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de maîtriser les risques de ses installations. Ainsi, disposer d'une détection fiable est un des moyens pour atteindre cet objectif.

L'écart de la visite précédente du 07/02/2025 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite